

Déclaration des ministres des Affaires étrangères (Varsovie, 24 juin 1948)

Légende: Le 24 juin 1948, la déclaration adoptée à l'issue de la conférence qui a réuni à Varsovie les ministres des Affaires étrangères de l'URSS et des pays d'Europe orientale, dénonce les mesures décidées à Londres par la conférence des six Puissances sur l'Allemagne.

Source: La Pologne, l'Allemagne et la paix de l'Europe, Documents officiels polonais 1947-1948. Paris: Bureau d'informations polonaises, Novembre 1948. 24 p. p. 3-9.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/declaration_des_ministres_des_affaires_etrangeres_varsovie_24_juin_1948-fr-d8d5d5c6-9325-43ec-8b5c-d61adf07070e.html

Date de dernière mise à jour: 02/12/2013

Déclaration des huit ministres des Affaires étrangères réunis à Varsovie les 23 et 24 juin 1948 (Varsovie, 24 juin 1948)

« Le 7 juin a été publié le communiqué final de la Conférence de Londres des trois puissances, Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, sur la question allemande. Ce communiqué comprend les décisions de cette conférence touchant aux questions politiques et économiques allemandes essentielles ainsi qu'au problème de la modification des frontières occidentales de l'Allemagne. Cependant, ainsi qu'il découle des informations de la presse, le communiqué omet certaines décisions adoptées par la Conférence de Londres. La convocation d'une telle conférence constituait une violation des accords de Potsdam selon lesquels le règlement des questions allemandes est soumis à la décision des quatre puissances — l'U.R.S.S., les U.S.A., la Grande-Bretagne et la France — et leur examen confié au Conseil des Ministres des Affaires Etrangères de ces quatre puissances.

» On ne peut manquer de souligner que les pays de Bénélux ont également été entraînés à participer à cette conférence séparatiste, alors que des pays ayant une frontière commune avec l'Allemagne, tels que la Pologne et la Tchécoslovaquie n'y ont pas pris part, ainsi que d'autres pays intéressés.

» La convocation de la Conférence séparatiste de Londres témoigne que les gouvernements qui l'ont organisée se sont donné pour but la liquidation du Conseil des Ministres des Affaires étrangères créé à la Conférence de Potsdam, ainsi que la liquidation du mécanisme quadriparti de contrôle en Allemagne créé antérieurement, d'un commun accord, par les quatre puissances.

» Cette violation des accords précédents conclus entre les Etats-Unis, l'U.R.S.S., la Grande-Bretagne et la France relatifs à la question allemande, ainsi que la violation de l'obligation de consulter les autres Etats intéressés se fait publiquement et conduit à la destruction des accords de Potsdam relatifs à la démilitarisation et à la démocratisation de l'Allemagne et dont le but était d'empêcher le renouvellement d'une agression allemande.

» Cette violation des accords sur l'Allemagne atteint les intérêts vitaux, non seulement des quatre puissances d'occupation et des Etats qui furent l'objet de l'agression allemande, mais aussi ceux de tous les Etats d'Europe qui travaillaient pour l'établissement d'une paix stable et durable en Europe.

» On sait que les accords de Yalta et de Potsdam ont pour but la démilitarisation et la liquidation du potentiel de guerre allemand. Ils tendent à interdire la création d'une nouvelle Allemagne comme puissance d'agression et à transformer l'Allemagne en un pays pacifique et démocratique.

» Ces accords prévoient, d'autre part, que l'Allemagne sera contrainte à payer des réparations pour compenser, du moins partiellement, les destructions causées aux pays qui ont subi l'agression allemande.

» Les décisions de la Conférence de Londres réunissant les trois Etats, Etats-Unis, Grande-Bretagne et France et ceux de Benelux ne visent que d'autres buts. Ces décisions rejettent l'obligation de démilitariser et de démocratiser l'Allemagne et celle de faire de l'Allemagne un Etat paisible et démocratique. Ces décisions sont également muettes sur les réparations dues par l'Allemagne. Les décisions de Londres ne tendent pas à rendre impossible une nouvelle agression allemande, mais à faire de la partie occidentale de l'Allemagne et avant tout de l'industrie lourde de la Ruhr un moyen de reconstituer le potentiel de guerre allemand qui serait prêt à être exploité pour les buts militaires et stratégiques des Etats-Unis et de l'Angleterre.

» Il faut comprendre qu'un plan semblable ne peut avoir qu'une influence favorable sur le renouvellement d'une agression allemande.

» Les décisions de Londres montrent, en même temps, où se cache le vrai sens de « l'union militaire occidentale », créée récemment par les gouvernements de l'Angleterre, de la France, de la Belgique, de la Hollande et du Luxembourg, sous la protection des Etats-Unis. Plus manifestement encore que « l'union militaire occidentale » créée par les cinq Etats nommés, la Conférence de Londres, à laquelle participaient également les Etats-Unis, s'est donné pour but — non pas de prévenir une nouvelle agression allemande —

mais des buts tout différents.

» Lorsqu'on s'est aperçu qu'il n'était pas possible de faire entrer l'ensemble de l'Allemagne dans les plans militaires et stratégiques des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, la Conférence de Londres s'est efforcée de faire des zones occidentales en les coupant du reste de l'Allemagne, une base pour la réalisation de ces plans.

» Les décisions de la Conférence de Londres tendent au partage définitif et au démembrement de l'Allemagne.

Renonçant même, à la Conférence de Londres, à l'unité économique et politique de l'Allemagne antérieurement reconnue, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont préparé la création d'un gouvernement de la partie occidentale de l'Allemagne.

» Dans le même but, on compte avec la convocation d'une Assemblée Nationale, spécialement préparée, des représentants des laender institués dans les zones anglaise, américaine et française et qui doit assurer la création dans les zones occidentales de l'Allemagne, d'un gouvernement de marionnettes, composé des éléments allemands convenant aux puissances d'occupation occidentales et qui sont liés par d'étroites relations aux monopoles capitalistes américains et anglais. Mais ces éléments n'ont pas de liens avec le peuple allemand et ils sont hostiles aux efforts démocratiques, ce qui veut dire qu'une tractation a été conclue entre Etats-Unis, Grande-Bretagne et France, achevant la désorganisation et le démembrement politiques et économiques de l'Allemagne et créant un gouvernement séparatiste dans les zones occidentales, dont le rôle sera de s'opposer aux revendications légitimes du peuple allemand en faveur de l'unité et de la démocratisation de l'Allemagne.

» En dehors des mesures sus-mentionnées visant à la division politique de l'Allemagne, les gouvernements des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France introduisent actuellement d'autres mesures ayant pour but la division économique de l'Allemagne.

» Aussitôt achevée la conférence de Londres, les gouvernements américain, britannique et français ont réalisé une réforme monétaire dans les zones occidentales de l'Allemagne, mesure annoncée le 18 juin, bien que le communiqué de Londres n'en ait soufflé mot.

» La réforme séparatiste dans les zones occidentales de l'Allemagne a été réalisée à l'encontre d'une réforme totale pour toute l'Allemagne, qui aurait pu intervenir après accord entre l'U.R.S.S., la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la France, conformément aux propositions du gouvernement soviétique.

» Au lieu d'un système homogène, un seul mark pour toute l'Allemagne — ainsi qu'il avait été décidé entre les quatre puissances, — les gouvernements des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de France ont réalisé leur réforme de façon séparatiste en instituant un mark spécial pour l'Ouest de l'Allemagne.

» Du point de vue économique, cet état de choses équivaut à élever une muraille entre l'ouest et le reste de l'Allemagne et crée de nouvelles et nombreuses difficultés dans la liquidation du désordre économique et dans la reconstruction de l'économie nationale de l'Allemagne.

» Cette réforme monétaire dans les parties occidentales de l'Allemagne tend à favoriser les grands propriétaires et les détenteurs des monopoles allemands qui sont en relations étroites avec les monopoles américains et anglais, ce qui constitue un risque de chômage, une menace pour le niveau des travailleurs de la zone occidentale et qui conduira à des difficultés dans les relations économiques avec les autres Etats.

» Ce sont là les suites de la Conférence de Londres, dont les décisions visent à l'affirmation de la scission économique et politique et au partage de l'Allemagne.

» L'application de cette politique de partage et de démembrement de l'Allemagne annule la possibilité de réaliser un traité de paix avec l'Allemagne, sans lequel on ne saurait mettre fin à l'état de guerre qui se prolonge et au régime d'occupation en Europe. Ce n'est pas par hasard que dans le communiqué de la

conférence de Londres on ne trouve pas un seul mot sur le traité de paix avec l'Allemagne ni même sur sa préparation.

» Les décisions de la Conférence de Londres confirment que les gouvernements des Etats qui y ont participé et les milieux allemands qui les touchent n'ont pas intérêt à la conclusion du traité de paix avec l'Allemagne ni au départ proche des armées d'occupation.

» Au lieu d'un traité de paix avec l'Allemagne prise dans son ensemble, les gouvernements susnommés ont préparé un « statut d'occupation » pour les zones occidentales de l'Allemagne, auquel le communiqué de Londres ne fait qu'une allusion peu claire, alors que les nations pacifiques réclament la conclusion prochaine d'un traité de paix avec l'Allemagne, ce qui supprimerait le régime d'occupation et amènerait le peuple allemand à une évolution pacifique et démocratique.

» Les gouvernements des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France ne veulent pas permettre la prochaine conclusion du traité de paix avec l'Allemagne. Ils veulent imposer aux zones occidentales de l'Allemagne le statut d'occupation, prolonger l'occupation de l'Allemagne et faire subir, pour des années, à la population allemande les dépenses d'occupation.

» La politique des gouvernements britannique, américain et français qui conduit à l'asservissement de la population allemande faisant ainsi obstacle à la pacification de l'Europe ne peut être compatible avec le devoir qu'il y a de transformer l'Allemagne en une nation pacifique et démocratique. Elle n'est pas compatible, non plus, avec les efforts des Etats qui travaillent à l'instauration d'une paix démocratique dans un proche avenir en Europe.

» Les décisions adoptées au cours de la Conférence de Londres sur la structure d'Etat dans les zones occidentales sont empreintes d'un esprit antidémocratique.

» Tous les préparatifs en vue de la convocation de l'assemblée dite législative et à la promulgation d'une constitution allemande ont été confiés aux soins des trois gouverneurs militaires et des Présidents des Conseils des Laender des zones occidentales d'Allemagne. Dans cette affaire, les partis démocratiques, les centrales syndicales, les organisations de masse ont été tenus à l'écart alors qu'ils représentent les intérêts du peuple allemand.

» Les intérêts de la paix et de la sécurité des peuples européens exigent la liquidation de la centralisation hitlérienne de l'administration des Etats allemands qui a détruit les assemblées et les institutions autonomes des laender. Ces intérêts exigent le retour à la décentralisation de l'administration, telle qu'elle existait avant le régime de Hitler, par le rétablissement immédiat des assemblées des laender et des deux Chambres pour toute l'Allemagne, mesures qui garantissent l'unité de l'Allemagne et la reconstruction des Etats allemands sur des principes pacifiques et démocratiques, à condition que la possibilité d'une libre activité soit donnée aux organisations démocratiques.

» Les décisions de la Conférence de Londres se présentent sous un aspect tout à fait différent ; sous le prétexte de ne pas admettre la résurrection d'un Reich centralisé, ces décisions tendent à rejeter l'Allemagne vers le passé et à imposer au peuple allemand le fédéralisme, cette forme de gouvernement où le pouvoir essentiel est donné aux laender et où l'administration de l'ensemble du pays passe au second plan, ce qui est en opposition avec l'évolution actuelle des Etats démocratiques.

» Le plan anglo-franco-américain a pour but le partage de l'Allemagne et mène à la suppression de tout Etat allemand. La réalisation de ce plan de fédéralisation (de démembrement) de l'Allemagne implique l'abandon de l'idée de l'unité allemande aux chauvinistes et revanchards allemands qui visent à reconstruire l'Allemagne comme un pays militariste et dominant les autres nations. Ainsi se manifesterait de nouveau l'idée de la revanche; s'en trouverait renforcé le chauvinisme, pour lequel existe en Allemagne un terrain favorable et se créeraient les conditions permettant à un nouveau Bismarck ou même à un nouveau Hitler de surgir.

- » Si l'aspiration à l'unité allemande devient de nouveau un instrument aux mains des chauvinistes et militaristes allemands, qui ont obtenu, plus d'une fois déjà, l'appui des autorités d'occupation des zones occidentales, cela les conduira irrémédiablement à une répétition de l'agression allemande avec les conséquences les plus graves pour les nations d'Europe et même pour l'Allemagne. Cela signifie que les nations pacifiques doivent renforcer leurs moyens de lutte contre les auteurs d'une nouvelle guerre.
- » La politique pratiquée par les puissances d'occupation dans les zones occidentales d'Allemagne appuie les aspirations du révisionnisme allemand; celui-ci mène campagne contre les accords de Yalta et de Potsdam relatifs à la démocratisation, la démilitarisation de l'Allemagne et à l'obligation qui lui est faite de réparer les destructions causées par ses agressions et contre les décisions concernant les déplacements de populations allemandes, dans le but d'utiliser ces populations dans des entreprises hostiles aux Etats voisins.
- » La campagne des éléments révisionnistes allemands est particulièrement dirigée contre la frontière sur l'Oder et la Neisse qui est la frontière immuable — frontière de la paix. La Conférence de Londres passe sous silence le problème de la campagne révisionniste, soutenant de cette manière les tendances agressives des milieux réactionnaires allemands.
- » Dans ces conditions la mise en application de mesures contre toute activité révisionniste constitue l'une des conditions essentielles de la consolidation de la paix et de la sécurité des nations européennes.
- » Des décisions de la Conférence de Londres subordonnent l'économie allemande aux desseins des U.S.A. et de la Grande-Bretagne, en la faisant dépendre de ce qu'on appelle en Europe le plan Marshall. Cela signifie que l'industrie et les autres branches de l'économie de l'Allemagne occidentale se trouveront enchaînées dans les plans des monopoles capitalistes anglais et américains qui visent à soumettre à leur profit toute la vie économique des zones occidentales d'occupation mais qui ne sont pas le moins du monde intéressés à la reconstruction réelle et au développement de l'industrie pacifique allemande mais qu'ils considèrent comme leur concurrent.
- » Cette politique d'expansion a pour but de renforcer davantage la dépendance à l'égard des monopoles américains et britanniques des pays liés par le Plan Marshall. La restauration et le développement de l'industrie pacifique de l'Allemagne non seulement ne s'oppose pas aux intérêts des autres nations, mais correspond au contraire aux tâches de la reconstruction économique de l'Europe.
- » Il faut assurer au peuple allemand de larges possibilités pour la reconstruction et le développement d'une industrie pacifique, d'une agriculture, de transports ainsi que d'un commerce extérieur, puisque sans cela l'Allemagne ne peut exister ni ne peut remplir ses obligations de réparations envers les pays qui ont souffert de l'agression allemande. Simultanément un contrôle exercé par les quatre puissances doit être maintenu pendant un certain temps, afin d'empêcher la restauration de l'industrie de guerre allemande et le renouveau du militarisme allemand.
- » L'inclusion de l'économie des zones occidentales de l'Allemagne dans le plan Marshall signifie que cette partie de l'Allemagne sera incluse dans la division de l'Europe résultant du plan Marshall : d'une part, le camp des Etats européens qui ont adopté ledit plan et qui, pour cette raison, sont subordonnés au contrôle des Etats-Unis et, d'autre part, celui des Etats européens dans lequel se retrouvent l'U.R.S.S. et les peuples des républiques démocratiques n'admettant point l'ingérence étrangère dans leurs affaires intérieures. Ainsi la conférence de Londres non seulement parachève le plan de division et de démembrement de l'Allemagne, mais également, en accord avec le plan Marshall, accentue encore davantage la division des pays d'Europe en deux camps opposés.
- » Il est évident que la réalisation d'une telle politique n'a rien de commun avec les intérêts véritables des nations européennes et avec le relèvement économique de l'Europe. Il va de soi que la poursuite de cette politique des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France place l'économie des zones occidentales d'Allemagne dans des conditions insupportables de subordination aux plans expansionnistes du capital étranger, lequel en aucun cas ne prend en considération les intérêts de l'Allemagne démocratique.

» La Conférence de Londres a adopté une décision particulière en ce qui concerne la Ruhr. Il a été décidé d'y établir un organisme spécial de contrôle de la distribution du charbon, du coke et de l'acier, organisme composé des représentants des puissances participant à la Conférence de Londres, cependant que la production du charbon, du coke et de l'acier était enlevée au contrôle de cet organisme de façon à maintenir la domination des monopoles industriels et financiers tant américains que britanniques sur l'industrie de la Ruhr.

» Ainsi, au lieu de transférer les trusts et les cartels du charbon et de la métallurgie au peuple allemand comme étant sa propriété — et c'est un point sur lequel l'Union Soviétique aussi bien que les autres pays participant à la présente conférence insistent — les gouvernements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne conservent la haute main sur l'industrie lourde de la Ruhr sans que la France et l'U.R.S.S. participent au contrôle de la production et sans que les organisations démocratiques allemandes puissent exercer la moindre influence. Cette façon de faire facilite les tractations entre monopoles britanniques et américains d'une part, et les magnats allemands du charbon et de l'acier de la Ruhr d'autre part. Ainsi est rendu possible le rétablissement du potentiel de guerre allemand et la création d'un foyer nouveau d'agression allemande.

» Il n'est pas difficile de voir qu'une telle politique est absolument incompatible avec les intérêts de la paix, avec les intérêts du peuple allemand et des autres peuples européens. Seules la remise de l'industrie lourde de la Ruhr au peuple allemand et l'institution pour un temps déterminé d'un contrôle sur la production et la distribution des produits de l'industrie de la Ruhr par les quatre puissances, U.R.S.S., Etats-Unis, Grande-Bretagne et France qui conjointement sont à même d'assurer le développement de l'industrie de la Ruhr pour des buts de paix, peuvent laisser la possibilité de résoudre la question de la Ruhr en fonction de la paix et de la sécurité de l'Europe.

» Tout ceci montre que les décisions de Londres constituent une violation flagrante des accords de Yalta et de Potsdam touchant l'unité de l'Allemagne, la démilitarisation, la dénazification et la démocratisation du pays, la destruction du potentiel de guerre allemand et l'élimination des conditions aptes à faire renaître l'agression allemande. Par conséquent on peut considérer que l'assertion du communiqué de Londres selon laquelle les décisions prises doivent faciliter un accord subséquent des quatre puissances sur l'Allemagne est absolument sans fondement.

» Le manque de fondement d'une telle assertion se dégage déjà du fait que les décisions de Londres sont en complète contradiction avec les décisions de Yalta et de Potsdam car elles rompent les accords au sujet de l'instauration de l'organisme quadripartite de contrôle de l'Allemagne ainsi que les accords concernant l'examen de la question allemande par le Conseil des Ministres des Affaires étrangères avec participation des quatre puissances. La conférence séparatiste de Londres des trois puissances, avec participation du Bénélux, et ses décisions, non seulement ne peuvent faciliter la réalisation d'un accord des Quatre Puissances sur la question allemande, mais encore sapent la confiance des peuples dans les accords internationaux auxquels participent les U.S.A. et la Grande-Bretagne. Il est facile de comprendre que les atteintes aux accords internationaux adoptés ne peuvent inspirer confiance envers ceux qui les violent. En considération de quoi nous refusons de reconnaître la validité légale ou une quelconque autorité morale aux décisions qui ont été prises à la Conférence de Londres.

» Conformément aux accords de Yalta et de Potsdam concernant la question allemande, les gouvernements de l'U.R.S.S., de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie, de la Pologne, de la Roumanie et de la Hongrie considèrent comme ne souffrant pas de retard la solution en premier des questions suivantes :

1. L'adoption — en vertu d'un accord entre la Grande-Bretagne, l'U.R.S.S., la France et les U.S.A. — de mesures garantissant l'achèvement de la démilitarisation de l'Allemagne;
2. L'établissement pour un laps de temps déterminé d'un contrôle des quatre puissances — Grande-Bretagne, U.R.S.S., France et U.S.A. — sur l'industrie lourde du bassin de la Ruhr, afin de permettre le développement de son industrie de paix et d'empêcher le rétablissement du potentiel de guerre de l'Allemagne;

3. La création — en vertu d'un accord entre la Grande-Bretagne, l'U.R.S.S., la France et les U.S.A. — d'un gouvernement provisoire, démocratique et pacifique pour l'ensemble de l'Allemagne, et composé de représentants des partis démocratiques allemands, afin d'obtenir une garantie contre le renouvellement de l'agression;
4. La conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne, conformément aux accords de Potsdam, avec retrait d'Allemagne des troupes d'occupation de toutes les puissances, qui serait effectué dans un délai d'un an après la conclusion du traité de paix.
5. L'élaboration de mesures quant à l'exécution par l'Allemagne de ses obligations de réparations envers les Etats qui ont souffert par suite de l'agression allemande. »